

**Date de la convocation**

16/03/2026

**Date d'affichage**

16/03/2026

**Nombre de membres**

Afférents au conseil  
municipal : 15

En exercice : 15

Présents : 12

Pouvoir : 3

Votants : 15

**Votes**

Pour : 15

Contre : 0

Abstention : 0

Réf : 2026 - 12

Extrait du registre

des délibérations de la commune de Saint-Hilaire-en-Lignières

Séance du 20 mars 2026

L'an deux mil vingt-six le vingt mars à treize heure trente, le Conseil municipal de la commune de Saint-Hilaire en Lignières, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, mairie de Saint Hilaire en Lignières sous la présidence de Mme Chantal LEPAIN, maire.

**Présents :** MM. Edouard BERGERON, Anthony GAULTIER, Emmanuel JOUHANNEAU, Jacky PEDARD, Thomas RONDIER, Alexandre VEDRINE Mmes Candice HERAULT, Chantal LEPAIN, Mélanie LONG, Patricia PERROCHON, Evelyne SULMON, Véronique VEDRINE

**Absents ayant donné procuration :** Mmes Elise COMTE, Régine LEMOINE M. Romaric BILOUS

**Secrétaire de séance :** Mme Mélanie LONG

**2026 12 – Délégués au SIRP des Terres de Coeur**

Le Conseil Municipal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2012-1-1522 en date du 27 décembre 2012 portant création

du Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique des Terres de Coeur

Vu l'article 5 des statuts indiquant la clé de répartition du nombre de délégués,

Considérant qu'il convient de désigner 3 délégués titulaires de la commune auprès du S.I.R.P. (Syndicat Intercommunal de Regroupement Pédagogique)

Considérant que le Conseil Municipal doit procéder, au scrutin secret et à la majorité absolue des suffrages, à l'élection des délégués,

Premier tour de scrutin

-Madame Chantal LEPAIN – Madame Véronique VEDRINE et Madame Elise COMTE à l'unanimité des voix sont désignées déléguées titulaires.

La présente délibération sera transmise au président du S.I.R.P. des Terres de Coeur.

Le Maire

Chantal LEPAIN



La secrétaire de séance

Mélanie LONG



Pour extrait certifié conforme

Délibération rendue exécutoire par publication numérique le 23 mars 2026

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le tribunal administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative.